

A Marseille, des écoles mobilisées pour loger des élèves roms

L'évacuation de campements fait courir un risque de déscolarisation

REPORTAGE

MARSEILLE - correspondant

Corine Lefort cache des billets au creux de sa main. « Qui a la caisse ? », demande, presque paniquée, la directrice de l'école élémentaire de la montée des Accoules, au cœur du Panier à Marseille (2^e arrondissement). « Jamais je n'aurais cru que les gens seraient si généreux », poursuit-elle, au bord des larmes. Sur l'élan, l'enseignante, 58 ans, claque la bise à Djamel Larbi, un parent d'élève. Patron d'un des bars du quartier, l'homme vient de donner une enveloppe contenant 250 euros, récoltés lors d'un concert de solidarité. « Je suis un immigré arrivé à Marseille en 1970, je sais par où passent ces gens », glisse le cinquagénaire né en Algérie.

Depuis deux semaines, l'école des Accoules et une partie du Panier, le plus vieux quartier de la ville, juste au-dessus du Vieux-Port, se mobilisent pour aider une famille rom dont les trois enfants sont scolarisés dans l'établissement depuis octobre 2016. Promis à la rue deux jadis auparavant, Dolari, 10 ans, Narghita, 8 ans, Sonia, 6 ans, et leurs parents, originaires de Roumanie, dorment désormais dans un meublé, que le père d'un élève a débusqué.

La propriétaire de l'appartement a aménagé ses tarifs, en attendant l'arrivée des touristes de l'été. « La mobilisation est fantastique, mais elle ne sera pas éternelle, dit en soufflant Mathieu Didier-

jean, dont la petite fille est en CE1. Notre cagnotte permet de tenir quelques jours, mais la fin des classes est encore dans deux mois. Nous voulons que les pouvoirs publics prennent le relais et, pour l'instant, on ne voit rien venir. »

Mercredi 17 mai, un pique-nique solidaire se tient sous les platanes de la place des Moulins. Un choix symbolique, à deux pas de l'école

« Nous avons alerté les pouvoirs publics, mais personne n'a de solution »

MAGALI LIPRANDI

directrice par intérim d'une école de Vitrolles

et pile devant la façade d'un logement de fonction appartenant à la ville de Marseille, inhabité. Les suppléantes de Jean-Luc Mélenchon (La France insoumise) et du député sortant Patrick Mennucci (PS), candidats aux législatives dans la circonscription, sont présentes. Loumita et Narghita Rostas, 37 et 30 ans, se tiennent discrètement à l'écart, presque gênés par la petite foule réunie là pour eux. « On ne pensait pas que les gens pourraient aider des personnes comme nous », explique en roumain le père, ému.

La situation de la famille Rostas est loin d'être unique dans la région marseillaise. Selon l'association Ecole au présent, qui

s'acharne à scolariser dans la ville les enfants roms vivant dans des squats, bidonvilles ou caravanes, la reprise des expulsions en avril a brutalement coupé plusieurs dizaines d'élèves des établissements qui les accueillent. « *Un squat en centre-ville et un camp à la Rose, dans les quartiers nord, ont été évacués*, raconte Jane Bouvier, fondatrice de l'association. *Les familles se sont éparpillées dans toute la ville et, souvent, les écoles où les enfants allaient sont devenues trop éloignées.* »

Expulsés en plines vacances de Pâques, Dolari et ses sœurs ont, eux, d'abord trouvé un refuge près de leur ancien logement. Avant d'en être à nouveau chassés, fin avril. « *C'est le papa qui est venu nous dire qu'il n'avait pas de solution pour le soir même* », raconte Corine Lefort, encore bouleversée par la scène. La famille avait alors épuisé le quota de douze nuitées que les services sociaux prennent en charge dans le département. Une rapide collecte autour de la table de la salle des maîtres a financé la première nuit d'hôtel.

A Vitrolles, à trente kilomètres de là, c'est une mère et ses six enfants, d'origine croate, que les enseignants de l'école Raimu soutiennent. Quatre fréquentent l'établissement, situé dans le quartier populaire de la Frescoule, depuis le début de l'année scolaire. Expulsée de son campement courant avril, la famille a séjourné dans un hôtel, avant de se retrouver à la rue. « *On le pressentait*, raconte Magali Liprandi, directrice par intérim de l'école. *Nous avons alerté les pouvoirs publics, mais personne n'a de solution. Un parent d'élève nous a prêté une tente et nous l'avons installée dans un champ à proximité.* »

« Les élections changent tout »

Depuis le début de la semaine, les enfants prennent leur douche à l'école et sont raccompagnés tous les soirs par les enseignants. « *Nous en sommes à attendre un miracle, mais nous n'y croyons pas trop* », soupire la directrice. Dans la ville, un collectif de bénévoles chiffre à quatorze le nombre d'enfants roms déscolarisés en un mois.

« *Je ne comprends pas l'urgence d'expulser des familles alors que l'école n'est pas terminée*, s'indigne Jane Bouvier à Marseille. *Depuis quelques années, nous avons réussi à faire respecter une sorte de trêve scolaire mais, en 2017, la période électorale change tout. Les pouvoirs publics semblent redouter que certains candidats montent en épingle la présence de camps de Roms.* » Le maire FN du 7^e secteur, Stéphane Ravier, candidat aux législatives, a salué sur Twitter l'évacuation du camp de la Rose (13^e) comme « *une victoire après deux années de mobilisation* ». Le député PS sortant du 4^e arrondissement, Patrick Mennucci, s'est, lui, rendu à l'école des Accoules jeudi 18 mai.

La préfecture des Bouches-du-Rhône « *ne répond à aucune question* » sur le sujet et renvoie, dans le cas de la famille Rostas, à un courrier du préfet délégué pour l'égalité des chances. Yves Rousset y écrit qu'une « *orientation est d'ores et déjà arrêtée pour un hébergement* » mais qu'« *un délai est nécessaire avant une prise en charge effective (...) compte tenu des tensions sur le dispositif d'accueil* ».

A l'école des Accoules, des sacs de couchage attendent dans un coin de la salle des maîtres. « *Notre inspecteur nous a précisé que la ligne à ne pas franchir était d'héberger la famille dans l'établissement*, rappelle Corine Lefort. *Mais, s'il n'y a plus que cette solution, nous le ferons.* » ■

GILLES ROF

LE CONTEXTE

DÉSCOLARISATION

Le défenseur des droits, Jacques Toubon, a consacré son rapport 2016, publié le 18 novembre, au « *droit fondamental à l'éducation* », face à la hausse des saisines relatives au refus de scolarisation des enfants vulnérables (enfants du voyage, roms, mineurs isolés). A l'époque, il disait manquer de statistiques précises. Un adolescent sur deux vivant dans un bidonville ne va pas à l'école, selon le Collectif pour le droit des enfants roms à l'éducation. En 2013, à Paris, le Samusocial estimait à 10% les enfants de 6 à 12 ans sans logement déscolarisés.